



PA - ESSA

Projet d'appui aux
entreprises d'économie
sociale et solidaire

Laboress-afrique.org

Etat des lieux des entreprises d'économie sociale et solidaire au Burkina Faso

*Reconnaitre son importance stratégique, numérique, économique et sociale et
Mettre en place le Conseil National de l'Economie Sociale et Solidaire pour un
meilleur développement*



SOMMAIRE

_Toc180493538Justificatif.....	3
→ Importance des ESS dans l'économie du Burkina	3
Présentation de l'initiative.....	5
Les acquis du projet PA-ESSA	6
Objectifs de l'étude	7
Principaux résultats de l'étude	8
Définition consensuelle	8
Application de la définition.....	8
Cartographie	9
Mesurer l'économie sociale et solidaire.....	9
Caractéristiques des entreprises d'économie sociale et solidaire.....	9
Ecosystème	10
Visibilité et reconnaissance.....	10
Accès aux ressources.....	10
Recherche, éducation et développement des compétences	10
Principales contraintes au développement de	11
l'entreprise d'économie sociale et solidaire	11
Stratégies de dynamisation.....	11
La naissance du Conseil National de Economie Sociale et Solidaire	12
Pourquoi le CNESS ?	12
Buts.....	13
Domaine d'intervention.....	13
Objectif principal.....	13
Objectifs spécifiques	13
Principe.....	14
Moyens d'action	14

Etude et Rédaction	Dr Théodore J. O. KABORE, Dr Issa SARAMBE
Assistante à l'étude	Leslie LEOSSOGO
Coordination et comité de lecture	Dr Sylvestre OUEDRAOGO Sylvie OUEDRAOGO EMMENEGER/ Aristide Azziz OUEDRAOGO Dr Pousbila DIANDA
Adresse	INSTITUT PANAFRICAIN POUR LE DEVELOPPEMENT / AOS Tél.: (226) 25 40 86 21 / 25 40 86 95 / 25 36 47 62 +226 76 68 78 48 secretariat@ipd-aos.info S/C 01 BP 1756 Ouagadougou 01 - Burkina Faso info@paessa.org , https://laboress-afrique.org
Impression	Impression octobre 2024

Justificatif

Le Burkina Faso a une longue tradition de pratiques de l'économie sociale et solidaire que l'on peut faire remonter aux associations traditionnelles d'entraide et de solidarité tels le « sossoaga », le « songtaaba », qui sont des formes d'entraide et de solidarité dans les travaux champêtres ou au niveau financier, trouvées dans les communautés villageoises. **L'Économie Sociale et Solidaire est le mouvement social et économique constitué par les entreprises qui se réfèrent dans leur statut et dans leurs pratiques à un modèle d'entrepreneuriat s'appuyant sur une propriété et une gouvernance collective, se revendiquant de valeurs de solidarité, de démocratie et d'émancipation de la personne et de la protection de l'environnement.** Elle apparaît aujourd'hui comme une alternative pertinente, une autre façon de faire de l'économie soucieuse de ses responsabilités sociétales, du partage des richesses qu'elle produit, de la qualité des emplois qu'elle crée, de l'implication des citoyens dans le pilotage des projets. Autant d'exigences qui, pour s'inscrire dans la pérennité, nécessitent d'être performant sur le plan économique.

Cependant, c'est la formule coopérative qui sera promue par les autorités d'avant les indépendances et plus encore après, donnant lieu aux formes actuelles d'Entreprise d'Economie Sociale et Solidaire (EÉSS). On distingue **cinq composantes** suivant le critère de la nature des organisations : les coopératives classiques, associations, mutuelles et fondations, les groupements villageois et/ou professionnels, les associations de développement et les mutuelles sociales.

→ Importance des ESS dans l'économie du Burkina

Au Burkina Faso, comme dans la plupart des pays en développement, les EESS sont en passe de devenir la clé de voûte de l'économie par l'importance de la population active qu'il mobilise les revenus qu'il génère et par les nombreux emplois qu'il crée. Ce secteur très dynamique et en expansion est cependant mal connu notamment sur le plan statistique. L'hétérogénéité des activités des EESS, la diversité de leurs modalités et de leurs lieux d'exercice rendent son appréhension complexe, en témoigne la multiplicité des définitions et concepts et les difficultés de mesure de sa contribution à la création des richesses de la nation à travers les comptes nationaux.

→ Importance des projets de type start-up dans le monde et au Burkina Faso

Les start-up représentent un vivier important de création d'emplois et de richesses dans le monde et particulièrement au Burkina Faso notons que les start-up produisent des biens et services, créent et redistribuent de la richesse, offrent des emplois, forment, contribuent au développement de leurs parties prenantes et des territoires d'où l'importance des start-up au Burkina et dans le monde.

→ Diversité des activités des ESS

L'ESS déploie ses activités dans des domaines aussi variés que l'aide à domicile, les activités financières et les assurances, l'hébergement médicosocial et social, la culture, le sport, le commerce, l'agriculture. Dans le secteur agricole, les coopératives opèrent surtout dans les filières céréalières où elles exploitaient à l'origine principalement le riz et le maïs et plus récemment les cultures maraîchères.

Dans le portefeuille d'activités, en raison des difficultés d'écoulement des céréales. Dans le secteur de l'artisanat, on note une faible présence des formes coopératives qui, pourtant, joue un rôle important dans l'économie burkinabé en termes d'emplois et de création de richesses. Les coopératives occupent une place importante dans le développement de l'électrification rurale au Burkina Faso.



Présentation de l'initiative

L'IPD-AOS et son partenaire IRED en Suisse ont entrepris depuis 2015 l'initiative de renforcer les capacités des ESS en Afrique à travers le projet d'appui aux entreprises de l'économie sociale et solidaire en Afrique (PA-ESSA) financé par la fédération genevoise de coopération. La première phase 2015-2016 a consisté à répertorier les ESS de la sous-région Ouest africaine et par la même occasion d'évaluer leurs besoins. La seconde phase 2017-2020 a consisté au renforcement des capacités managériales des ESS sur des thématiques suivantes : Organisation et gestion d'une entreprise ESS, les techniques de promotion des produits ESS, les techniques de recherche de financement ainsi que des formations sur le Web.

Le projet est à sa 3ème phase 2022-2025 qui a comme activités phares le renforcement des capacités des leaders ESS, l'appui conseils, le coaching, l'incubation d'entreprises ESS, l'organisation d'un concours, la mise en place d'un conseil national de l'économie sociale et solidaire puis la réalisation d'une étude sur l'état des lieux des ESS au Burkina Faso.

La nécessité de créer un Conseil national de l'ESS est de :

- Donner plus de visibilité à ce type d'entreprises et booster l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes au Burkina Faso ;
- Créer des facteurs d'émergence des ESS au Burkina.
- La nécessité de les cartographier permettra de :
- Connaitre leur importance numérique et économique (la part au PIB burkinabé, la valeur ajoutée, la taxes etc.)
- Connaitre leur importance sociale en termes de couverture des besoins de la population (en création d'emplois pour les jeunes et les femmes ...)
- Connaitre leur capacité de proposer des emplois verts, durable et respectueux de l'environnement

Démarche du projet : Dans un premier temps, le projet renforce les capacités des leaders et responsables des entreprises africaines d'ESS afin d'améliorer les performances des entreprises, et ainsi contribuer à l'amélioration des conditions de vie économique et sociale des membres. Pour ce faire, des formations de base sont proposées à l'issue desquelles des formations certifiantes en présentiel et en ligne sont effectuées pour les plus aptes.

Ensuite, il est proposé l'organisation de missions d'échanges d'expériences sous forme de formations alternatives qui offrent l'opportunité aux leaders et responsables d'entreprises d'ESS de partager les meilleures pratiques et les savoir-faire locaux à travers des méthodes participatives de formation. Puis du coaching et de l'incubation sont proposés afin de favoriser l'apprentissage de nouvelles pratiques, la promotion d'idées novatrices à travers des méthodes participatives et de partage d'expériences.

Enfin, des possibilités sont données aux acteurs de l'ESS de témoigner et de partager leurs expériences à travers la plateforme.

Le projet met également à disposition des entreprises de l'ESS des études, des recherches et des notes ainsi que des outils pratiques de gestion à travers sa plateforme LABORESS. Des services d'appui locaux complètent le dispositif. Le projet privilégie l'approche genre inclusive et participative.

Les acquis du projet PA-ESSA

En termes d'acquis il faut noter qu'il y a une très bonne compréhension des questions de l'ESS par les participants ce qui a favorisé leur autonomisation. Les formations alternatives ainsi que les partages d'expériences ont permis des changements au niveau organisationnel et de la gestion ont été observés par les structures bénéficiaires. Nous avons également l'implication des autorités sur la question de l'ESS, la naissance spontanée d'un réseau entre les bénéficiaires où ils partagent des expériences et des idées.

Le projet a pu mettre en place un catalogue de thème de formation à la carte dans le domaine de l'ESS avec un grand réseau de consultants spécialistes de ces questions. Un comité de réflexion pour la création d'un réseau des organisations des ESS a été mis en place.

L'organisation de plusieurs universités d'été en lien avec l'économie sociale et solidaire ainsi que des conférences ont pu être réalisées. Plusieurs activités de promotion des produits issus de l'économie sociale et solidaire à savoir des foires, la mise en place d'un jardin agroécologique au profit des femmes de l'association la Saisonnière.



Objectifs de l'étude

→ Objectif Général

Faire l'état des lieux de l'économie sociale et solidaire au Burkina Faso en dressant une cartographie de celles-ci en vue de créer des facteurs d'émergence de ses entreprises.

→ Objectifs spécifiques

Trouver une définition consensuelle de l'ESS au Burkina

Dresser une cartographie des ESS au Burkina

Faire un état des lieux des activités menées par les entreprises de l'ESS

Formuler un plan d'action pour une mise en place du conseil national de l'ESS au Burkina Faso, cadre fédérateur pour impulser une bonne dynamique de l'ESS



Principaux résultats de l'étude

Définition consensuelle

Le concept d'entreprise sociale et solidaire n'est pas encore officiellement défini au Burkina Faso. Les définitions proposées par d'autres pays n'ont pas toujours trouvé un consensus. C'est pourquoi, lors de la 110^{ème} Conférence internationale des travailleurs (CIT) une définition dite consensuelle a été adoptée par les mandants tripartites de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), entité des Nations unies. C'est cette définition qui a été adoptée dans cette étude. En quelques mots, l'on retient dans cette définition que l'économie sociale et solidaire (ESS) regroupe des organisations qui mènent des activités économiques, sociales ou environnementales ayant un but d'intérêt collectif ou général.

Ses principes fondamentaux sont : coopération volontaire et entraide, gouvernance démocratique et/ou participative, autonomie et indépendance, primauté de l'humain et de la finalité sociale sur le capital, viabilité et durabilité à long terme et transition de l'économie informelle à l'économie formelle. Selon les pays, l'ESS peut inclure les coopératives, les associations, les mutuelles, les fondations, les entreprises sociales, les groupes d'entraide et d'autres entités respectant les valeurs et principes de l'ESS.

Sur cette base, l'étude a pu retenir cinq critères d'appartenance pertinents. Toute entreprise appartient à l'ESS lorsqu'elle 1) s'engage dans une activité économique, 2) poursuit un objectif social explicite et principal, 3) a des limites de distribution des excédents/bénéfices et/ou des actifs, 4) est indépendante vis-à-vis de l'État et des autres organisations traditionnelles à but lucratif, 5) a une gouvernance inclusive.

Application de la définition

Aucune législation spécifique n'englobe pleinement le champ d'application de l'entreprise d'ESS au Burkina Faso. Il existe en revanche un ensemble de lois, de décrets nationaux, et de directives et traités sous-régionaux liés à des formes juridiques, des secteurs d'activité et des types de missions sociales spécifiques. A des fins d'opérationnalisation de la définition ci-dessus, ce rapport se concentre sur cinq catégories d'entreprises sociales existantes au Burkina Faso fondées sur les valeurs et principes de l'ESS et les critères d'appartenance : 1) les coopératives et groupements, 2) les mutuelles sociales, 3) les associations, 4) les fondations et 5) les entreprises sociales.

Cartographie

Mesurer l'économie sociale et solidaire

Le manque de cadre juridique spécifique et de statistiques fiables complique l'estimation du nombre et du poids de l'économie sociale et solidaire (ESS) au Burkina Faso. Pour avoir une approximation acceptable des grandeurs caractérisant les ESS, plusieurs sources documentaires (annuaires statistiques, inventaires sectoriels et études de cas) ont été utilisées. C'est ainsi qu'on peut avancer un nombre total de 47 151 entreprises de l'ESS sur le territoire national. Des efforts sont nécessaires pour harmoniser les définitions et améliorer la collecte de données afin de mieux comprendre ce secteur important de l'économie.

Caractéristiques des entreprises d'économie sociale et solidaire

Les domaines d'activités des entreprises de l'ESS sont principalement l'agriculture, l'artisanat, la finance, les assurances, les services de base, le sport, la culture et les loisirs. En fonction des finalités, elles interviennent également dans le domaine du développement durable dont des activités telles que la collecte de déchets, la production de lampes photovoltaïques ou de foyers améliorés, ainsi que dans le cadre du commerce équitable et les TIC.

Les groupes cibles sont principalement les populations du monde rural, les femmes et les jeunes, les personnes vulnérables, les travailleurs du public et du privé et les collectivités territoriales.

Ces entreprises créent beaucoup d'emplois dans l'économie, difficiles à estimer, mais permettant à plusieurs travailleurs, permanents, temporaires, bénévoles ou volontaires de vaquer à des occupations à impact social ou environnemental.

Les principales ressources des entreprises d'ESS proviennent des ventes de biens et services, des subventions, dons et legs, et des cotisations des membres.

L'impact social des ESS est appréhendé notamment dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, l'éducation et la santé, ainsi que la bonne gouvernance et la protection de l'environnement.

L'ESS contribue à la formation du Produit intérieur brut par la création d'emplois, la distribution de revenus, les investissements et les crédits accordés, pouvant atteindre des centaines de milliards de FCFA par an.

Au niveau de la répartition géographique, les entreprises d'ESS sont présentes dans les treize régions du Burkina Faso, avec une forte concentration dans les régions du Nord, des Hauts-Bassins et de la Boucle du Mouhoun qui concentrent à elles-seules 39% de l'effectif global.

Ecosystème

Visibilité et reconnaissance

Au Burkina Faso, les entreprises ou organisations appartenant à l'ESS présentent des degrés divers de reconnaissance publique et privée, politique et juridique. Sur le plan juridique, il n'existe pas de législation spécifique englobant pleinement le champ d'application de l'organisation ou de l'entreprise sociale et solidaire, cependant, il y a une multitude de lois et décrets au profit des différentes composantes de l'ESS, sauf pour les entreprises sociales. Par ailleurs, cette reconnaissance est complétée par des règlements communautaires (UEMOA), et des actes uniformes régionaux (OHADA).

Sur le plan de la reconnaissance politique, des réformes institutionnelles ont accompagné le cadre légal en fonction des formes juridiques notamment par la création de services spécifiques, l'adoption de programmes et projets sectoriels et de plans d'action, l'organisation de cadres de concertations entre les acteurs et les gouvernants. Par ailleurs, des initiatives propres aux organisations d'ESS sont menées.

Le cadre fiscal des entreprises de l'ESS au Burkina Faso dépend de leurs formes juridiques et de leurs activités (lucratives ou non). Globalement, les organisations de l'ESS sont généralement dispensées de certains types d'impôt lorsqu'elles poursuivent des objectifs non lucratifs (exonération de patentes, impôts sur les sociétés). Cependant, lorsqu'elles sont organisées en sociétés, ou quand elles mènent des activités à but lucratif, elles sont soumises au même régime fiscal que les autres entreprises, à savoir le régime de droit commun.

Accès aux ressources

L'accès aux ressources financières est caractérisé par des offres plus ou moins adaptées aux besoins spécifiques des ESS, qui peuvent être améliorés, ceci n'excluant pas la possibilité de créer d'autres mécanismes de financement plus flexibles. Il s'agit, notamment des fonds publics provenant de programmes du gouvernement, de fonds privés, de la microfinance et de crowdfunding, nouvelle source de financement de plus en plus populaire au Burkina Faso.

Recherche, éducation et développement des compétences

Au niveau de la recherche, plusieurs travaux ont déjà été réalisés sur les coopératives, associations et les mutuelles sociales par les chercheurs universitaires et dans le cadre de la mise en œuvre de projets. Cette dynamique se poursuit actuellement avec moins d'entrain.

Les formations dans le domaine de l'ESS sont notamment assurées au niveau universitaire et dans des instituts publics.

Pour le développement de compétences, un ensemble de certificats et d'incubateurs ont été mis en place par des universités, des instituts et des structures privées.

Principales contraintes au développement

de l'entreprise d'économie sociale et solidaire

La principale contrainte des ESS reste l'accès au financement. Plusieurs catégories d'ESS dépendent essentiellement des subventions (publiques ou privées), n'arrivant pas à assurer leur pérennité. Parmi les autres obstacles figurent la capacité organisationnelle due à l'insuffisance et à la faible qualification de ressources humaines, à l'absence de cadre juridique et réglementaire spécifiques aux ESS, et au manque de données pour mieux appréhender le secteur.

Stratégies de dynamisation

Le Conseil national de l'ESS a pour vision *"Un monde où l'ESS est un instrument de développement économique, social, environnemental et inclusif"*. Par conséquent, le conseil, dans le cadre de la tenue d'un atelier, a identifié six objectifs stratégiques pour dynamiser le secteur de l'ESS au Burkina Faso : 1) opérationnaliser le Conseil national de l'ESS (CNESS), 2) contribuer au renforcement du cadre juridique, réglementaire et institutionnel de l'ESS, 3) renforcer les capacités des acteurs de l'ESS, 4) forger des partenariats stratégiques entre les acteurs de l'ESS au niveau national et international, 5) mettre en place un cadre de communication et 6) développer les outils de suivi et d'évaluation.

Les stratégies et actions suivantes peuvent être mises en place :

- pour le premier objectif stratégique, le cadre réglementaire et institutionnel, le personnel et les capacités des membres du CNESS doivent être renforcés ; la mise en place des représentations régionales du CNESS est également inscrite ;
- pour le second objectif stratégique, il s'agit de contribuer à améliorer le cadre juridique et réglementaire des ESS par la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire attractif d'une part, et d'améliorer le cadre institutionnel des ESS par le renforcement des capacités du CNESS d'autre part ;
- pour le troisième objectif stratégique, trois stratégies et leurs actions liées sont retenues : le renforcement des capacités organisationnelles, des capacités en matière de recherche de financement et en matière de diversification, innovation et promotion des produits de l'ESS;
- pour le quatrième objectif, le renforcement de partenariats et la participation aux événements nationaux et internationaux dans le domaine de l'ESS seront des points stratégiques déterminants.
- pour le cinquième objectif, la stratégie sera consacrée au développement de la communication institutionnelle à travers notamment l'élaboration d'un plan de

communication et l'utilisation de canaux diversifiés (site Web, réseaux sociaux, radios, télévisions, foires, etc.).

- pour le dernier objectif stratégique, l'accent sera porté sur l'amélioration de la connaissance de l'ESS par la mise en place d'un observatoire de l'ESS et la vulgarisation et la promotion des pratiques et valeurs de l'économie sociale et solidaire par le développement de la communication institutionnelle.

Les conditions de mise en œuvre des actions et activités, ainsi que leurs programmations annuelles sont inscrites dans un plan d'action quinquennal (2024-2028).



La naissance du Conseil National de Economie Sociale et Solidaire

Pourquoi le CNESS ?

Le Conseil National de l'Économie Sociale et Solidaire se veut donc être une association, qui s'engage pour la reconnaissance et la promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS) au Burkina Faso s'appuyant sur le principe d'endogénéité des actions et des réflexions (valorisations de savoir-faire local, l'entraide : *soossoaga*). Elle est née de la mise en œuvre du projet d'appui aux entreprises de l'économie sociale et solidaire en Afrique porté par l'Institut Panafricain pour le Développement Afrique de l'Ouest et du Sahel (IPD-AOS) depuis 2016.

Buts

Le Conseil National de l'Économie Sociale et Solidaire a pour but de :

- Promouvoir et d'accompagner les entreprises de l'économie sociale et solidaire ainsi que les entrepreneurs sociaux ;
- Développer des projets d'économie sociale et solidaire en s'appuyant sur des dynamiques locales respectueuses de l'environnement permettant de générer des revenus et d'améliorer les compétences des bénéficiaires ;
- Créer un cadre d'épanouissement des jeunes et des femmes burkinabè, afin de leur permettre d'être capables de se prendre en charge tout en comptant sur leurs propres potentialités, en vue de leur pleine participation au développement de nos communautés.

Domaine d'intervention

Le Conseil National de l'Économie Sociale et Solidaire intervient dans : le renforcement des capacités, le développement durable, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la souveraineté alimentaire, l'autosuffisance alimentaire, les activités génératrices de revenus, la citoyenneté, la recherche-action, le plaidoyer, la sensibilisation et le genre.

Objectif principal

Le CNESS a pour objectif, de mettre en œuvre des stratégies de coopération et de développement dans le domaine de l'économie sociale et solidaire.

Objectifs spécifiques

Le Conseil National de l'Économie Sociale et Solidaire a pour objectifs spécifiques de :

- Promouvoir les valeurs de l'économie sociale et solidaire ;
- Faire reconnaître l'association comme une actrice compétente de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) dans les politiques publiques et ainsi favoriser les partenariats avec les pouvoirs publics ;
- Mobiliser les personnes physiques et morales autour des valeurs de solidarité, d'égalité, d'équité, d'intégrité, de transparence et de démocratie et qui comptent sur le CNESS pour intensifier les échanges économiques, sociaux, culturels ;
- Impulser un modèle de développement social et économique du territoire où l'humain est au cœur des actions produites ;

- Se définir comme un cadre, ouvert de coopération pour soutenir l'innovation et l'expérimentation, les bonnes pratiques et la créativité, les transitions nécessaires à la vitalité des entreprises ;
- Soutenir et favoriser la création de nouveaux projets et de nouvelles entreprises décidés à mettre en pratique les valeurs et critères de l'ESS.

Principe

Le Conseil National de l'Économie Sociale et Solidaire (CNESS) est une structure, à caractère laïc, apolitique, à but social. Il est interdit en son sein toute forme de discrimination. IL regroupe des entités partageant les valeurs de l'économie sociale et solidarité au Burkina Faso.

Moyens d'action

Le Conseil National de l'Economie Sociale et Solidaire est un lieu ouvert de partage et d'échanges où l'on reconnaît la valeur de l'humain, l'importance de son bien-être et de son environnement. C'est aussi un espace d'échange sur le développement durable, sur les questions économiques, sociales et sociétales en prenant en compte, les entrepreneurs sociaux et les populations locales dans une perspective d'autonomisation.

Les moyens d'action de l'association sont :

- La mise en place d'un espace favorisant l'épanouissement des entreprises de l'économie sociale et solidaire, des entrepreneurs sociaux,
- La promotion d'activités diverses à l'intention des entreprises de l'économie sociale et solidaire et des entrepreneurs sociaux, avec comme visée le renforcement de leurs capacités ;
- L'organisation de séances de sensibilisation pour promouvoir l'économie sociale et solidaire ;
- L'instauration d'un plan de plaidoyer ;La mise en réseau des organismes de développement ;
- L'organisation des conférences, tables rondes, forum, réunions de travail, cadres de concertations, partages d'expériences, synergies ;
- L'organisation de manifestations et toute autre initiative pouvant contribuer à la réalisation de l'objet de l'association ;
- La mise en place des cadres de réseautage et de partages d'expériences ;
- L'organisation d'activités de recherches de financement pour les projets d'entrepreneurs sociaux.

Formations courtes à l'IPD-AOS

Intitulé	Périodes	Diplômes décernés// Mode de formation
SEMP : Suivi-évaluation et management de projets		
SEMP1- Suivi, Evaluation, Responsabilité et Apprentissage (MEAL)	03 au 21 fév	Cert// Prés
SEMP2-Montage de dossier des projets et plan d'affaires	03 au 7 mars	Attest // Prés
SEMP 3-Capitalisation d'expériences d'un projet de développement	07 au 28 avril	Cert// Prés
SEMP4-Suivi et évaluation des projets axés sur les résultats	05 au 26 mai	Cert //Pres
SEMP5-Gestion stratégique des projets et nexus humanitaire	09 au 27 juin	Cert/Ligne
SEMP6-Gestion stratégique des projets axés sur la théorie du changement	07 au 25 juillet	Cert// Prés
Economie sociale et solidaire et microfinance ESSM		
ESSM 1-Certificat en microfinance (agent en banque microfinance)	03 au 21 fév	Cert //Pres
ESSM 2-Animation, gestion et fonctionnement des organisations paysannes	22 au 28 avril	Attest// En ligne
ESSM 3-Certificat en gestion des entreprises de l'économie sociale et solidaire (ONG, associations, fondations, mutuelles...etc.)	09 au 27 juin	Cert/Ligne
ESSM 4-Approvisionnement et gestion de la chaine logistique	07 au 25 juillet	Cert// Prés
ESSM 5-Formation en Assurance Agricole Indicielle au Burkina Faso	06 au 24 oct	Cert// Prés
ESSM 6-Management et gouvernance des ONG et associations	10 au 28 nov	Cert// Prés
Environnement et développement durable EDD		
EDD 1-Management des projets et programmes en santé publique	05 au 26 mai	Cert// Prés
EDD 2-Gestion des déchets solides au niveau des collectivités territoriales	23 au 27 juin	Attest // Prés
EDD 3-Gestion des projets alimentaires et nutritionnels	06 au 24 oct	Cert// Prés
EDD 4-Gestion environnementale, sociale et de changement climatique : cadres et outils.	10 au 28 nov	Cert// Ligne
ESD 5-Fertilisation par compostage et restauration de la structure des sols	24 au 28 nov	Attest // Prés
Genre, population et développement GPD		
GPD 1-Gestion des risques, crises et catastrophes humanitaires	24 au 28 fév	Attest// En ligne
GPD 2-Gestion stratégique des projets axés sur le genre	10 au 28 mars	Cert// Prés
GPD 3-Protection de l'enfant en situation d'urgence	24 au 28 mars	Attest// En ligne
GPD 4-Leadership, genre et développement personnel	22 au 28 avril	Attest// En prés
GPD 5-Genre et Développement : compréhension et prise en compte du genre dans les projets et programmes de développement	06 au 27 août	Cert// Ligne
GPD 6-Sécurité Humaine	22 au 26 sept	Attest // Prés
GPD 7-Formation des formateurs en genre et développement	06 au 10 oct	Attest// En ligne
GPD 8-Management des conflits et prévention de l'extrémisme violent /cohésion social	10 au 28 nov	Cert// ligne
Communication pour le développement CPD		
CPD1-Anglais de base	06 au 27 août	Cert// Prés
CPD2-Anglais spécialisé pour le développement	08 au 26 sept	Cert// Prés
CPD3-CPD (avec un aspect particulier en temps de crise)	22 au 26 sept	Attest// En ligne
Développement local DL		
DL1 - Développement institutionnel et renforcement organisationnel (DIRO)	06 au 27 août	Cert// Ligne
DL2 - Gestion administrative des collectivités territoriales et participation	10 au 28 nov	Cert// Prés
Entreprenariat et ingénierie de la formation EIF		
EIF 2 - Formation des formateurs en dévpt de l'esprit entrepreneurial	19 au 23 mai	Attest // Prés
EIF 1 - Ingénierie de la formation (formation des formateurs)	07 au 25 juillet	Cert// Prés
Nouvelles technologies pour le développement NTD		
NTD 1- Certificat en collecte, traitement et analyses des données	08 au 26 sept	Cert// Prés
NTD 2 - Certificat enSIG (Qsis, arc Gis, exploitation de drones...)	08 au 26 sept	Cert// Prés
NTD 3 - Maintenance informatique de base pour les travailleurs	22 au 26 sept	Attest // Prés
Sport et développement SDEV		
SEDV 1 - Montage de projets sportifs et réglementation en Afrique	25 au 29 août	Attest// Pres
SEDV 2 - Gestion et administration d'infrastructures sportives	20 au 24 oct	Attest // Prés



Institut Panafricain pour le Développement

L'Université des Sciences Appliquées du Développement



50 ans au service du développement concerté et durable en Afrique

Former aujourd'hui les leaders de demain



Executives certificates and masters

Executive diploma en Pratiques et Politiques du Développement

- Executive diploma en Genre et Développement
- Exécutive Certificate en genre et développement

Formations continues

- Économie sociale, solidaire, Gestion de projets Genre, population et développement
- Gestion des conflits et gouvernance, développement local et citoyenneté
- Gestion des risques, crises et catastrophes
- Environnement et développement durable
- Gestion administrative, documentaire et communication
- Nouvelles technologies pour le développement

Filière Agriculture et Innovations Technologiques	Filière Genre, Population et Développement	Filière Management de Projets et Micro Réalisations	Filière Télédétection et Système d'Informations Géographique	Filière Planification et Aménagement du Territoire
Former des spécialistes capables d'intégrer les innovations technologiques dans le domaine agricole	Développer des compétences de haut niveau sur les questions liées au Genre et Développement	Contribuer au développement durable des populations à travers des projets, programmes et plans de développement efficient et efficace	Maîtriser les techniques de la télédétection et des SIG à travers leurs fondements, principes, pratiques et finalités	Former des cadres de haut niveau en Aménagement du Territoire et Planification du Développement
(+226) 74 60 13 30 // 70 28 29 99 // 71 22 72 80 http://www.ipd-aos.org ipdaos@fasonet.bf , cooperation.ipd@gmail.com				

INSTITUT PANAFRICAIN POUR LE DEVELOPPEMENT (IPD-AOS)



Appel à candidatures formation

LICENCE PROFESSIONNELLE EN ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET MANAGEMENT DES ONG

Former des professionnels capables de concevoir, de mettre en œuvre et d'évaluer des projets d'ESS en Afrique, en tenant compte des spécificités contextuelles et des enjeux de développement durable.

Public: Professionnelles des ESS et des ONG: coopératives, associations, mutuelles, microfinances, humanitaires



Période de dépôt des dossiers: jusqu'au 30 novembre 2024



+226 58 46 87 35 - 72294206 - 70282999

scolarite@ipd-aos.info